Fascicule séparé

ANNEXE au rapport n° CD / 32

Revenu de Solidarité Active et autres dispositifs d'insertion

Actualisation du P.D.I.

PROGRAMME DÉPARTEMENTAL D'INSERTION

Mise à jour 2020

SOMMAIRE

AXE 1 - *Exercer une veille sur le cadre réglementaire et ses évolutions*

Objectif n° 1 : Les évolutions du dispositif RSA

Objectif n° 2 : La mise en œuvre des axes réglementaires à l'échelle locale

AXE 2 – *Affirmer la prévalence de l'insertion professionnelle*

Objectif n° 1 : L'accès à l'emploi

Objectif n° 2 : L'accès à la formation

AXE 3 – *Favoriser l'insertion socio-professionnelle par l'activité économique*

Objectif n° 1 : Développer et valoriser l'offre du secteur de l'IAE

AXE 4 – *Activer des ressorts sociaux*

Objectif n° 1 : Mobiliser les dispositifs de soutien à l'insertion

Objectif n° 2 : Mettre en œuvre les parcours d'insertion sociale

AXE 1 : Exercer une veille sur le cadre réglementaire et ses évolutions

OBJECTIF 1/1 : Les évolutions du dispositif RSA (précédentes actions n° 1 et n° 2)

Contexte	<p>Après les nombreuses évolutions réglementaires intervenues en 2017, la fin du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale (2015-2017) qui s'articulait autour de 4 domaines (prévention des ruptures, accompagnement des personnes en difficultés, action partenariale au plus près des territoires et des personnes et la mise en œuvre de la prime d'activité), le Président de la République a lancé en 2018 la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.</p> <p>Un cadre conventionnel a été proposé en février 2019 aux Départements afin de les intégrer dans cette démarche.</p> <p>La mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté s'articule autour de quatre axes complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none">- un État garant de la cohésion sociale et des libertés renforcées ;- une contractualisation ambitieuse entre l'État et les territoires, qui permettra à la Nation de rehausser ses objectifs de cohésion sociale ;- des libertés accrues pour les collectivités territoriales afin de leur redonner du pouvoir d'agir ;- une incitation à l'innovation et à l'investissement social. <p>Le fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, abondé par la loi de finances pour 2019, vise ainsi à apporter un soutien financier aux Départements qui s'engagent dans le cadre de leurs compétences sociales.</p>
Bilan 2016-2019	<p>Les orientations 2016-2019 du P.D.I ont donné lieu à des déclinaisons locales, qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• Sur le volet accès aux droits et simplification des procédures<ul style="list-style-type: none">- La revalorisation exceptionnelle du RSA<ul style="list-style-type: none">en 2016 : + 0,1 % en avril et + 2 % en septembre,en 2017 : + 0,3 % en avril et + 1,62 % en septembre. <p>La revalorisation de septembre 2017 marquait la dernière augmentation initiée par le plan de relance 2013 qui prévoyait une revalorisation de RSA de 10 % sur 5 ans.</p> <ul style="list-style-type: none">En 2018 : + 0,1 % en avrilEn 2019 : + 1,6 % en avril. <ul style="list-style-type: none">- La dématérialisation de l'accès aux droits avec des outils numériques : mise en ligne d'un simulateur multi-prestations, dématérialisation des demandes de RSA. 2017 : demande de RSA réalisée soit par téléservice, soit par le dépôt d'un formulaire. L'utilisation du téléservice dispense, le cas échéant, l'usager de la fourniture des pièces justificatives.- La généralisation de la Garantie contre les impayés de pension alimentaire (GIPA).

- Une nouvelle réglementation simplifiant les modalités de calcul du R.S.A.
(décrets n° 2017-122 et 2017-123 du 01/02/2017 relatifs à la réforme des minima sociaux, entrés en vigueur au 01/01/2017) :

- * modification du calcul du RSA avec la mise en œuvre de l'effet figé (montant de RSA inchangé entre chaque révision trimestrielle sauf en cas d'interruption de certaines ressources, de séparation). Détermination d'un RSA fictif pour chaque mois de trimestre de référence, le droit RSA étant égal à la moyenne des RSA fictifs déterminés sur le trimestre de référence.
- * maintien de la prise en compte d'un enfant décédé dans l'assiette de calcul de RSA jusqu'à 12 mois sur demande de l'allocataire dans les 6 mois suivant le décès et après accord du Président du Conseil départemental.
- * abrogation de la condition d'accès des travailleurs non salariés et des travailleurs non salariés agricoles. Sous réserve de satisfaire aux conditions d'éligibilité et de ressources, tous les travailleurs non salariés (non agricoles ou agricoles) peuvent être admis au bénéfice du RSA. Au niveau local : présentation de la réglementation « RSA figé » par la CAF au service environnement Insertion le 30/01/2017 et mise en place de fiches techniques et présentation auprès des partenaires le 30/03/2017.

Décret n° 2017-811 du 05/05/2017 relatif aux modalités de calcul du RSA (et prime d'activité) pour les travailleurs non salariés, entré en vigueur au 01/07/2017 :

- *Evaluation des ressources des travailleurs non salariés sur la base des données comptables N-2 ou N-1 si elles correspondent à une année complète.

- *Cadre dérogatoire : possibilité d'évaluation des ressources non salariées, à titre dérogatoire, d'après le chiffre d'affaires trimestriel, sur demande du travailleur non salarié après accord du Président du Conseil départemental et si les conditions spécifiques sont satisfaites.

- **Sur le volet emploi, travail et formation professionnelle**

- 2017 : généralisation de la Garantie Jeunes avec l'abandon du CIVIS au bénéfice du PACEA.

- 2016-2018 : accompagnement global par Pôle Emploi, avec une présentation (17/01/2017) aux prestataires en charge de parcours d'insertion sociale.

La convention de Coopération entre Pôle Emploi et le Département de l'Indre pour l'Insertion Professionnelle des Demandeurs d'Emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels relative à l'accompagnement global a été renouvelée jusqu'au 31 décembre 2019.

- 2017 : emploi au sein des structures de l'IAE : travail sur la notion de rupture dans le Code du travail (favoriser le maintien en emploi dans la structure).

- 2017-2019 : mise en œuvre de la convention triennale (juin 2017- juin 2020) avec la Région favorisant l'accès à la formation des BRSA via le Programme Régional de Formation (*éléments développés dans la fiche axe 2 « accès à la formation »/2*).

- **La relance des politiques d'insertion**

- 2017-2019 : adoption et mise en œuvre de la convention triennale signée avec l'État en avril 2017 au titre du **Fonds d'Appui aux Politiques d'insertion (FAPI)**, qui pose les objectifs suivants :

- Un socle commun d'objectifs :

1/au titre des actions d'insertion prévues par la loi

- une démarche de progrès concernant l'orientation, la réorientation et l'accompagnement des BRSA, dont l'expérimentation de plate-forme d'orientation et de réorientation, une simplification des procédures, un enrichissement de son offre d'insertion ;

2019 : poursuite des accompagnements professionnels à des publics rencontrant des problématiques spécifiques ; mise en œuvre d'une nouvelle offre d'insertion 2019-2021 pour les accompagnements sociaux, socio-professionnels et les actions d'insertion adaptée aux besoins des publics ; contact avec d'autres collectivités dans l'expectative de l'expérimentation d'une plate-forme d'orientation, pour retours d'expériences ;

- la signature d'un Pacte territorial pour l'insertion ;
- la signature d'une convention d'objectifs et de moyens (CAOM) sur les contrats aidés :

2017, 2018 et 2019 : signature de la CAOM portant sur 70 CDDI en ACI et 15 PEC en Collège.

2/ au titre des actions concourant à renforcer la coopération

entre les acteurs

- le renforcement de la convention globale avec Pôle Emploi
2017 : signature de la convention, avenant en avril 2018 jusqu'au 31 décembre. Nouvelle convention 2019.

2018 : échanges et accueil dans les structures des agents du Département et de Pôle Emploi.

- le développement des parcours d'accès à la qualification et à l'emploi des BRSA avec la Région :

2017, 2018 et 2019 : mise en œuvre d'actions dans le cadre du conventionnement triennal avec la Région concernant le plan Régional de formation (*éléments développés dans la fiche axe 2 « accès à la formation »/2*).

- Des actions supplémentaires répondant à des priorités nationales ou locales :

1/au titre des priorités nationales

- la lutte contre la fracture numérique
2017, 2018 et 2019 : promotion des Visas Pro numériques du Programme Régional de Formation (réunion d'information collective, transmission d'informations aux partenaires), transmission des informations sur les actions portées par les différents acteurs de l'insertion.
- favoriser l'accès aux soins
2017 : contacts avec l'IRSA pour améliorer l'accès aux soins des bénéficiaires : projet de désignation par l'IRSA d'un correspondant afin de trouver des solutions pour les situations les plus complexes.

2019 : accompagnement vers l'accès aux soins dans le cadre de la commande publique de prestations "réfèrent-parcours" et "actions d'insertion" ; augmentation du nombre d'accompagnements de bénéficiaires souffrant de troubles psychiques dans le cadre de la commande publique réfèrent parcours social 2019 - 2021 (60 suivis annuels, contre 50 dans le marché précédent = + 20 %) ; réunion d'information MDPH/ Cap Emploi destinée aux partenaires de l'insertion.

2/ au titre des priorités locales

- l'insertion des jeunes : les écoles de la 2ème chance
- des actions de promotion de l'insertion durable pour les publics en marge

2018 et 2019 : mise en œuvre et reconduction de la prestation d'accompagnement « réfèrent-parcours professionnel » spécifique, en faveur de publics souhaitant développer leur activité et ouverte aux personnes rencontrant des problèmes des savoirs de base.

Un bilan global des différentes actions réalisées dans le cadre de la CAPI a été adopté par le Département en mars 2019.

2019 : adoption et mise en œuvre de la convention triennale 2019-2021 signée avec l'État en juin 2019 au titre du **Fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi / volet insertion**, avec les objectifs suivants :

- au titre du socle commun d'engagements

- x Contractualisation avec un opérateur pour l'évaluation et l'orientation de bénéficiaires du RSA. Objectif : améliorer le taux d'orientation des BRSA et diminuer les délais d'orientation. Action en cours d'élaboration.
- x Garantie d'activité par le renforcement des accompagnements réfèrents-parcours professionnels et socio-professionnels. Poursuite de la participation du Département à la démarche d'accompagnement global de Pôle Emploi. Objectifs : augmenter le nombre de bénéficiaires en accompagnement professionnel ou socio-professionnel et leur taux de sortie positive.

- au titre des Initiatives libres répondant aux objectifs de la stratégie nationale

- x appui aux solutions de mobilité, de garde d'enfant et développement des aides à l'insertion, avec une ouverture du Fonds de Secours Insertion et du Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté.

- **Sur le volet logement et hébergement**

2016 – 2017 :

- Actualisation du P.D.A.L.H.P.D. et de la Charte de prévention des expulsions.
- Mise en œuvre d'un nouveau Règlement Intérieur, qui va encore évoluer en 2018, notamment sur le volet du cautionnement.
- Mise en place de la garantie VISALE, nouvelle garantie de paiement des loyers pour les salariés précaires et les jeunes.

2018 :

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du P.D.A.L.H.P.D. avec un travail sur les différents dispositifs existants en matière d'accès et de maintien dans un logement décent et indépendant. - Mise à jour du Règlement Intérieur du F.S.L. en l'adaptant à la situation des réfugiés accueillis en centre d'hébergement d'urgence. - Rencontre avec les bailleurs publics et le S.A.S.D.L. afin de présenter le nouveau règlement intérieur. <p>2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture dans le règlement intérieur du FSL aux dossiers faisant état d'une difficulté à mettre en place ou à tenir un plan d'apurement. - Mise à jour du règlement intérieur du F.S.L. concernant la prise en compte des devis de fioul et de gaz, l'obligation de justifier de l'obtention ou du refus d'obtention du chèque énergie. - Adaptation du règlement intérieur à la prise en charge des assurances bancaires. - Prise en charge d'une aide à l'accès dans le cadre d'une Agence immobilière à Vocation Sociale (AIVS). - possibilité pour les membres de la commission FSL de solliciter un diagnostic ASLL en commission au vu de la situation.
<p>Perspectives 2020</p>	<p>Poursuivre l'animation du dispositif en local :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet accès aux droits et minima sociaux <p>Mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Participer aux rencontres nationales afin d'anticiper les évolutions réglementaires.</p> <p>Animer ou co-animer des réunions d'information sur les évolutions réglementaires et leur déclinaison locale.</p> <p>Intégrer les évolutions réglementaires aux procédures internes et externes et en faire la présentation aux équipes.</p> <p>Mener une réflexion sur la mise en place des amendes administratives.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet emploi, travail, formation professionnelle <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des démarches favorisant le maintien dans l'emploi au sein des structures de l'IAE ; conforter les dispositifs de l'IAE au service des parcours d'insertion, s'associer au rééquilibrage du secteur vers les entreprises d'insertion et ouvrir les perspectives de mobilisation des Associations intermédiaires dans la perspective de la réduction des emplois aidés. - Poursuivre l'activation de la convention avec la Région favorisant l'accès à la formation des BRSA via le Programme Régional de Formation. - Poursuivre l'information des partenaires sur les évolutions de la formation professionnelle. <ul style="list-style-type: none"> • Volet logement et hébergement <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les préconisations du P.D.A.L.H.P.D. - Mettre à jour le dossier F.S.L. en intégrant la Réduction Loyer Solidarité dans la fiche bailleur et travail sur l'intégration de la Convention de Cautionnement au dossier. - Mettre à jour le règlement intérieur du F.S.L sur la prise en charge des frais de nettoyage ou de remise en état du logement.

	<ul style="list-style-type: none"> • Volet Plan pauvreté / volet insertion <p>- Réaliser un bilan des actions portées en 2019 et mettre en œuvre le plan d'actions adopté par le Département au titre de l'année 2020 (actions socle commun d'objectifs et initiatives libres).</p>
Pilote	Le Département.
Partenariat	L'ensemble des partenaires intervenant dans le dispositif.

AXE 1 : Exercer une veille sur le cadre réglementaire et ses évolutions

OBJECTIF 2/1 : La mise en œuvre des axes réglementaires à l'échelle locale (précédentes actions n° 3, n° 4, n° 5, n° 6 et 6bis et n° 11)

Contexte	Plusieurs conventionnements ont prévalu lors de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active <ul style="list-style-type: none">• Conventions de gestion avec les organismes payeurs CAF et MSA prévus par l'article L262-25 du CASF.• Convention d'orientation relative au dispositif départemental d'orientation et au droit à l'accompagnement prévu par l'article L262-32 du CASF.
Bilan 2016-2019	<ul style="list-style-type: none">• Le partenariat avec les organismes payeurs : <p>Conventions de gestion de l'allocation</p> <p>Celles-ci ont pour objet de déterminer les conditions relatives au dépôt de la demande, le contenu, les modalités d'exercice et les conditions de contrôle des délégations de compétence pour la gestion de l'allocation entre le Président du Conseil départemental et les organismes payeurs et les conditions dans lesquelles l'allocation est servie et contrôlée.</p> <p><u>La convention de gestion avec la CAF</u>, signée le 8/11/2017, a été retravaillée, actualisée et adaptée aux pratiques actuelles. Des rappels ont été faits sur les situations déléguées et non déléguées par le Président du Conseil départemental à la CAF afin d'éviter le risque de saisine par erreur du Département. Un paragraphe détaillé sur les différents types de recours et les différentes procédures y afférents a été introduit, de même pour les modalités de prévention et de lutte contre la fraude.</p> <p><u>La convention de gestion avec la MSA</u>, signée le 15/05/2017, précise notamment, les situations non déléguées et déléguées par le Département à la MSA, les différents types de recours et les différentes procédures y afférents ainsi que les modalités d'évaluation des revenus des travailleurs non salariés agricoles.</p> <p>Un avenant à cette convention, signé le 2 janvier 2018, intègre les nouvelles modalités de calcul du RSA pour les travailleurs non salariés agricoles (suite au décret du 5/05/17) et notamment le cadre dérogatoire d'évaluation des ressources non salariées agricoles.</p> <p>Un second avenant, signé le 8 février 2019, intègre les nouvelles règles fiscales de détermination du micro bénéfice agricole.</p> <p>Un troisième avenant, signé le 9 octobre 2019, modifie les règles fiscales de détermination du bénéfice agricole des exploitants ne relevant pas du régime d'imposition du réel.</p> <p>Mise en place d'une veille sur l'application de ces nouvelles procédures et réunions techniques avec les organismes payeurs.</p> <p>Convention d'accès « Mon compte partenaire » et contrat de services</p> <p>Cette convention, signée le 29 mars 2018, définit les modalités d'accès aux services mis à disposition par la CAF sur un espace sécurisé dénommé « Mon compte partenaire » afin que le Département puisse exercer ses</p>

	<p>missions en matière d’instruction et de gestion du droit mais aussi de maîtrise des risques d’indus, de gestion des contentieux et au regard des nécessités de contrôle et de lutte contre la fraude.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le partenariat dans le cadre de la Convention d'orientation relative au dispositif départemental d'orientation et au droit à l'accompagnement <p>Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'organisation du dispositif d'orientation, de préciser le rôle et les implications de chacun des partenaires et leur coordination au niveau de leurs interventions en définissant et les outils et les pratiques. 2017-2018 : Renouvellement de la Convention quinquennale d’Orientation en 2017 et mise en œuvre. Objectifs majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • amélioration de l’information de l’usager (refonte de courriers en 2018), • intégration de la téléprocédure (effective en 2018), • expérimentation d’une nouvelle plate-forme d’orientation permettant d’accélérer le process ouverture de droits-orientation- accompagnement et de simplifier le dispositif, • mise en place d’échanges automatisés avec Pôle Emploi. <p>Au titre de l’information sur les dispositifs et leurs évolutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présentation de la nouvelle réglementation RSA aux équipes en interne et aux référents-parcours, - la mise à jour du RDAS sur les évolutions législatives et réglementaires, - mise à plat et écriture de l’ensemble des procédures de service, en collaboration avec le SASDL (4 réunions communes sur le 1^{er} semestre 2017) couvrant l’ensemble du dispositif R.S.A (de l’ouverture des droits au parcours d’insertion) et actuellement en cours de finalisation, - arborescence informatique active pour l’ensemble du service.
Perspectives 2020	<ul style="list-style-type: none"> • Convention d’accès « Mon compte partenaire » et contrat de services - mise en place du profil contrôle. • Convention d'orientation relative au dispositif départemental d'orientation et au droit à l'accompagnement - poursuite de la mise en œuvre de la nouvelle convention. • Mise à jour de l’ensemble des procédures du service - Finalisation de la mise à jour et de l’organisation de l’actualisation de ces dernières. - Présentation des évolutions qui seront issues du plan de pauvreté et intégration dans les procédures de services.
Partenariat	L’État, Pôle Emploi, la CAFI, la CMSA, le CCAS de Châteauroux, le CMAS d’Issoudun.
Pilote	Le Département.

AXE 2 : Affirmer la prévalence de l'insertion professionnelle

OBJECTIF 1/2 : L'accès à l'emploi (précédentes actions n° 7, n° 8 et n° 9)

Contexte	<ul style="list-style-type: none">• Réglementaire :<ul style="list-style-type: none">- Article L262-29 du CASF donnant priorité à l'orientation vers les parcours d'insertion professionnelle.- Articles L262-34 et 35 du CASF organisant la contractualisation à visée d'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA avec Pôle Emploi.• Conventionnel :<ul style="list-style-type: none">- Convention d'orientation relative au dispositif départemental d'orientation et au droit à l'accompagnement prévu par l'article L262-32 du CASF.- Convention d'accompagnement global des demandeurs d'emploi (bénéficiaires du RSA ou non) avec Pôle emploi.<ul style="list-style-type: none">Prise en charge conjointe et concertée des besoins sociaux et professionnels des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels.- Les engagements du Département en matière de contrats aidés (PEC/CDDI) sont fixés dans le cadre de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens renégociée tous les ans avec l'État.- Des outils de développement de l'accès à l'emploi marchand adaptés aux personnes en difficulté :<ul style="list-style-type: none">• Aide aux entreprises pour « l'emploi en alternance », mise en place d'une convention le 2 mars 2015, modifiée par avenant en juillet 2016.• Clauses d'insertion dans les marchés publics du Département.• Prestations d'accompagnement dans le cadre du droit commun de l'insertion professionnelle ou dans le cadre de la commande publique :- Des parcours d'insertion professionnelle via l'accompagnement de Pôle Emploi ou via l'offre référent-parcours professionnel du Département.- L'expérimentation d'une prestation d'accompagnement de retour à l'emploi via l'alternance (contrat d'apprentissage, de professionnalisation ou de génération) initiée en 2015.
Bilan 2016-2019	<ul style="list-style-type: none">• Le partenariat les partenaires institutionnels<ul style="list-style-type: none">- Pôle Emploi : poursuite de l'identification et de partage de l'offre de service de Pôle Emploi avec les autres partenaires opérateurs de l'insertion (relais des offres, réunion du 19/10/18 d'information sur la Méthode de Recrutement par Simulation et les outils dématérialisés de recherche d'emploi..); accueil des agents dans les structures réciproques (échanges sur les pratiques et les dispositifs, rencontre des agents) les 06/04 et 11/06/18; poursuite d'un travail d'identification et de partage des ressources sociales départementales, outil mis en œuvre par Pôle Emploi (base type au niveau national déployée sur les départements).- Renouvellement de la Convention de Coopération entre Pôle Emploi et le Département de l'Indre pour l'Insertion Professionnelle des Demandeurs d'Emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels relative à l'accompagnement global jusqu'au 31 décembre 2019.- DIRECCTE, Pôle Emploi, Région : poursuite de la participation aux réunions de suivi mensuelles de la prestation d'accompagnement via l'alternance.

- **Le partenariat avec Pôle Emploi en tant que référent-parcours**

- Poursuite de la saisine des Contrats PPAE et de leur renouvellement dans l'outil informatique départemental et veille sur leur actualisation dans le cadre de leur renouvellement. Volume de la saisie 2019 au 30/09/2019 : 340 contrats (249 1^{ers} contrats, 74 renouvellements de contrats, 17 contrats de rétablissement).

- Poursuite du développement de la pratique de ré-orientation et du recours à la procédure de sanction en cas de non-respect du PPAE.

- Réalisation du projet d'immersion réciproque d'agents dans les deux structures.

- **L'offre référent-parcours professionnel du Département.**

- 2019 : suivi de la commande publique (marché 2018-2020), avec 200 suivis maximum annuels :

- ✗ Situations de travailleurs indépendants, autoentrepreneurs, artistes, dont la situation n'évolue pas depuis plus de deux ans. Prestation portée conjointement par la Chambre de métiers et de l'artisanat et Chambre et de Commerce et d'Industrie, avec 30 suivis, dont 9 commandés au 10/10/19 au titre de 2019 (30 %).

- ✗ Domaine du commerce alimentaire ou de l'artisanat : projet vers l'emploi salarié ou la création, reprise ou développement d'activité. Prestation portée par la Chambre de métiers et de l'artisanat, avec 60 suivis, dont 15 commandés au 10/10/19 au titre de 2019 (25 %).

- ✗ Domaines autres que commerce alimentaire, artisanat, agriculture : projet de création ou reprise d'activité. Prestation portée par la BGE, avec 40 suivis, dont 17 commandés au 10/10/19 au titre de 2019 (42 %).

- ✗ Domaines autres que commerce alimentaire, artisanat, agriculture, projet de développement d'activité. Prestation portée par Indre initiative, avec 40 suivis, dont 25 commandés au 10/10/19 au titre de 2019 (60 %).

- ✗ Domaine de l'agriculture : emploi, création/reprise d'activité. Prestation portée par la MSA Berry touraine, avec 30 suivis, dont 14 commandés au 10/10/19 au titre de 2019 (46 %).

- Réunions de présentation et d'échange annuelle autour des accompagnements à l'ensemble des référents-parcours et des CAS, les 14/03 et 20 /03/2019 au titre de 2019.

- suivi de l'expérimentation de la prestation «alternance» , marché 2017-2020 : conforter des projets de retour à l'emploi via l'alternance, prestation doublée d'une aide à l'emploi pour les entreprises recrutant dans ce cadre (convention avec l'État du 2 mars 2015), portée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Indre.

Bilan : 6 contrats d'apprentissages depuis le début de l'expérimentation ; au titre de 2019 : 5 personnes orientées au 10/10/2019.

- ✗ Validation d'un outil d'évaluation spécifique en partenariat avec le SASDL.

- ✗ Poursuite du Comité de pilotage mensuel élargi (DIRECCTE, Pôle Emploi, Région).

	<ul style="list-style-type: none"> • L'offre actions d'insertion du Département. <p>- 2019 : activation de la nouvelle commande publique d'actions d'insertion (marché 2019-2021) incluant des actions visant l'insertion professionnelle des publics bénéficiaires du RSA accompagnés par le Service social : évaluation des compétences (69 mesures individuelles annuelles) et préparation des publics préalablement à l'emploi (2 actions collectives annuelles).</p> <p>Au titre de 2019 : la totalité des prestations ont été commandées au 10/10/2019.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le lien avec le secteur marchand <p>- Le Département a clausé certains marchés (travaux, nettoyage). Sur les 13 participants en 2018, on compte 1 personne bénéficiaire du RSA. De façon plus globale, les clauses d'insertion ont permis d'accéder à l'emploi à 32 bénéficiaires du RSA en 2018 dans l'Indre.</p> <p>- Transmission aux Référents-parcours des offres reçues des partenaires (Pôle Emploi...).</p> <p>- Participation à des opérations spécifiques de mise en relation d'entreprises, de centres de formations et de bénéficiaires du RSA : en 2019, salon de la maroquinerie et du textile SMART36 le 1/10, Rencontres Aéronautiques les 14 et 15/11.</p> <p>- Participation aux Cordées du Territoire, qui associent entreprises et acteurs de la formation et de l'insertion.</p> <p>- Incitations dans le cadre de la commande publique à mettre en œuvre des périodes de découvertes d'entreprises et de métiers via des visites, stages, mises en situation professionnelle pour les bénéficiaires du RSA accompagnés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dispositifs de soutien du parcours d'accès à l'emploi <p>- Les contrats aidés :</p> <p>La CAOM a été activée pour 70 contrats CDDI et 13+2 PEC collèges. Les établissements scolaires n'ayant plus la possibilité d'être employeurs des bénéficiaires RSA, le Département a signé le 06/09/2019 une convention avec l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Indre (A.D.P.E.P.I.) afin de poursuivre la mise en œuvre des contrats aidés PEC au sein des collèges à hauteur de 7 contrats PEC.</p> <p>- La convention portant sur l'aide aux entreprises pour l'emploi en alternance liée à la prestation «alternance» a été activée avec 5 entreprises depuis le début de l'expérimentation.</p> <p>- Garantie Jeunes : Le Département participe aux commissions Garantie Jeunes dans la sanction des jeunes qui ne respecteraient pas leurs engagements.</p>
<p>Perspectives 2020</p>	<p>Inscrire l'action du Département au regard des engagements pris au titre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et de retour à l'emploi (Garantie d'activité/aides financières aux parcours d'insertion...).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volet partenariat avec Pôle Emploi <p>- Poursuite du développement du partenariat par une représentation effective et régulière de Pôle Emploi au sein des instances clés du dispositif insertion : Plates-formes d'orientation, Équipes pluridisciplinaires.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Développer et renforcer la contractualisation des bénéficiaires du RSA dans le cadre du PPAE et améliorer la lisibilité des parcours. Mettre en exergue la nécessité d'un suivi régulier des DE bénéficiaires du RSA. - Mettre en place des échanges informatiques automatisés sur la base d'une convention partenariale. - Articuler les accompagnements menés par Pôle emploi et ceux à l'initiative du Département. - Participer aux Comités Techniques d'Animation de Pôle Emploi, poursuivre les échanges, le partage des pratiques et des cultures professionnelles afin d'avoir une vision commune du dispositif d'insertion. - Poursuivre l'information des partenaires sur l'offre de service Pôle Emploi. - Utilisation de la base des ressources sociales du Département (dans le cadre de la convention accompagnement global) : mobilité, santé, formation.... <ul style="list-style-type: none"> • Volet offre référent-parcours professionnel du Département. - Suivre les marchés « Référent de parcours professionnel » 2018-2020. - Organisation systématique de réunions annuelles d'information et de présentation des prestations auprès des professionnels des CAS en charge de l'orientation. <ul style="list-style-type: none"> • Volet actions d'insertion du Département. - Mise en œuvre de la Commande publique 2019-2021 d'Actions d'insertion. <ul style="list-style-type: none"> • Volet lien avec le secteur marchand - Poursuivre l'aide aux entreprises dans le cadre de la prestation «alternance». - Mise en œuvre des clauses sociales dans le cadre de la commande publique du Département. - Poursuivre la collaboration avec le secteur marchand et encourager les initiatives de mise en relation des bénéficiaires du RSA avec des entreprises qui recrutent. <ul style="list-style-type: none"> • Volet parcours d'accès à l'emploi - Poursuivre l'aide aux CAE PEC via la CAOM 2020 avec 7 contrats PEC.
Partenariat	Service social Départemental, Pôle Emploi, Prestataires en charge de l'accompagnement professionnel, la DIRECCTE, Missions locales, Région.
Pilote	DPDS – Service Environnement Insertion.

AXE 2 : Affirmer la prévalence de l'insertion professionnelle

OBJECTIF 2/2 : Favoriser l'accès à la formation (précédentes actions n° 14 et n° 15)

Contexte de mise en œuvre	<p>Une proportion importante de bénéficiaires ne maîtrise pas les savoirs de base et le dispositif insertion enregistre un fort taux de personnes illettrées (20 % en moyenne des bénéficiaires du RSA), voire analphabètes au sein des suivis dans la cadre du RSA.</p> <p>La population de bénéficiaire RSA est plutôt globalement sous-qualifiée, face aux besoins des entreprises sur des emplois nécessitant des savoir-faire spécifiques.</p> <p>Le Plan National « 500.000 formations » lancé en 2016 a généré une forte augmentation des formations proposées par Pôle Emploi (notamment sur des remises à niveau) et mobilisables par les bénéficiaires du RSA.</p> <p>Le Département a conventionné pour 3 ans en juillet 2017 avec la Région pour le développement des parcours d'accès à la qualification et à l'emploi des publics bénéficiaires du RSA, avec 3 objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'accès des bénéficiaires du RSA aux dispositifs de formation de droit commun, via des parcours « métiers » ou les Visas libres savoirs ;- le partage d'informations et la coopération entre la Région et le Département, portant sur la réalisation et l'actualisation conjointe d'un inventaire des besoins locaux (repérage des besoins, favoriser l'animation, la coordination et la professionnalisation des référents parcours ;- l'adaptation des dispositifs de formation selon les besoins du public ;- la mise en place de formations sur des secteurs en tension : l'agriculture, l'industrie et l'aide à la personne. <p>La Région Centre-Val de Loire a adopté un PACTE d'investissement dans les compétences 2019-2021, en vue de transformer l'offre de formation en impliquant plus fortement les entreprises, les parcours et l'appareillage de formation, l'information des publics.</p>
Bilan 2016-2019	<ul style="list-style-type: none">• Volet lutte contre l'illettrisme et l'acquisition des savoirs fondamentaux <p>- Participation aux réunions du Comité Technique du Plan Régional de Lutte contre l'Illettrisme et rencontres régulières avec l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI) qui pilote sa mise en œuvre.</p> <p>Contribution à la mise en œuvre du Plan, par la transmission des actions menées dans ce cadre par le Département, participation aux réunions des différents acteurs du Département initiée par l'ANLCI, par la mobilisation des acteurs sur une formation au repérage des situations d'illettrisme en 2019.</p> <ul style="list-style-type: none">- Prise en compte de cette problématique dans la commande publique : mise en œuvre de l'évaluation systématique du niveau de savoirs de base des bénéficiaires ayant un référent-parcours socio-professionnel (ACI) ou social. Prise en compte de la maîtrise des savoirs de base en amont de l'orientation dans un parcours d'insertion professionnelle.- Mise en œuvre des actions d'insertion portant sur les savoirs de base (37 personnes ont bénéficié de cette prestation en individuel et 14 personnes en action collective au 10/10/2019).

	<p>- Promotion des dispositifs de droit commun (Visas Région, actions de remise à niveau de Pôle Emploi...) en interne et auprès des opérateurs externes de l'accompagnement. Communication régulière sur l'offre de formation. En 2019, rencontre avec les Espaces Libres Savoirs (ELS) et diffusion régulière auprès des partenaires des places disponibles sur les Visas.</p> <p>- Rencontre avec les partenaires : Centre de Ressources Illettrisme et Alphabétisation (CRIA), Centre de formation (GRETA) sur l'évaluation, l'orientation et le suivi des bénéficiaires du RSA en difficultés. Échanges sur les freins aux parcours d'insertion par l'alternance liés aux savoirs de base.</p> <p>- Présentation et rappel du dispositif Cléa aux partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volet formation professionnelle en lien avec la Région <p>- Participation aux réunions d'évaluation des besoins animées par la Région Centre-Val de Loire dans le cadre du Programme Régional de Formation (PRF).</p> <p>- Activation de la convention liant le Département et la Région.</p> <ul style="list-style-type: none"> x Mise en place d'un Comité technique Département / Région. x Élaboration et mise en œuvre d'outils permettant le fléchage et le suivi des bénéficiaires du RSA vers les réunions d'informations collectives sur des formations proposées dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'aide à la personne. x Suivi des orientations vers ces réunions en partenariat avec les organismes de formation et les référents-parcours. x Diffusion des informations aux partenaires concernant les formations et dispositifs innovants du type DEFI en 2019 (besoin de recrutement/compétence, formation sur mesure, emploi à la clé) ou encore concernant les aides à la mobilité ou au logement permettant de lever des freins à l'entrée en formation. x Formation agriculture adaptée à un public migrant avec le centre de formation professionnelle et de promotion agricole (CFPPA). x Organisation de réunions annuelles d'information des acteurs de l'insertion sur les formations du Programme régional de formation et autres dispositifs de la Région en faveur de la formation et de l'emploi avec, en 2019, une réunion organisée le 10/10 aux indépendants de la formation et du conseil associé (IFCA). <p>Bilan 2018 des entrées en formation de bénéficiaires du RSA (<i>données Région</i>) : 171 entrées sur les formations « parcours métiers » (25 % des entrées), 93 entrées sur les formations « Visas » (9 % des entrées).</p>
<p>Perspectives 2020</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Volet lutte contre l'illettrisme et acquisition des savoirs fondamentaux <p>- Poursuivre le partenariat avec l'ANCLI dans le cadre du Plan Régional 2016-2021 pour l'acquisition et le développement des compétences de base.</p> <p>- Poursuivre la promotion des savoirs de base auprès des référents-parcours et la mobilisation des actions de formation (Visas Région, formations Pôle Emploi, actions d'insertion...).</p>

	<p>- Poursuivre les rencontres avec les ELS et le CRIA sur l'évaluation, l'orientation et le suivi des bénéficiaires du RSA.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volet formation professionnelle en lien avec la Région <p>- Poursuivre la participation aux réunions d'évaluation des besoins animées par la Région Centre-Val de Loire dans le cadre de son Plan régional de Formation.</p> <p>- Poursuivre la mise en œuvre et évaluer la convention avec la Région, avec entre autres la diffusion des informations auprès de l'ensemble des référents-parcours et des professionnels de l'insertion.</p>
Partenariat	GIP Alpha Centre, Pôle Emploi, Antenne locale de la Région, ELS , CRIA, Organismes de formation, Éducation nationale.
Pilote	D.P.D.S.- Service Environnement Insertion.
Indicateurs	Sorties positives vers la formation qualifiante.
Évaluation	<p>L'augmentation régulière des bénéficiaires du RSA participant aux formations.</p> <p>L'amélioration de la prise en compte des besoins.</p> <p>L'appréhension plus aisée des dispositifs de formation par les opérateurs de l'accompagnement.</p>

AXE 3 : Favoriser l'insertion socio-professionnelle par l'activité économique

OBJECTIF 3/1 : Développer et valoriser l'offre du secteur de l'Insertion par l'Activité Économique (précédente action n° 10)

Contexte	<p>Une proportion importante d'allocataires est éloignée de l'emploi du fait de problématiques sociales mais exprime le souhait de travailler.</p> <p>Un secteur de l'IAE demandeur d'orientations.</p> <p>Des modalités de financement mises en place par l'État renouvelées (CDDI et part modulaire au titre de l'accompagnement).</p> <p>La diminution du volume financier d'intervention du Département dans les CDDI.</p>
Bilan 2016-2019	<ul style="list-style-type: none">• Le marché public Référent-parcours ACI (150 suivis) :<ul style="list-style-type: none">- Suivi du marché public RP ACI 2016-2018 (150 suivis actifs).- 2019 : mise en œuvre de la commande référent parcours socio-professionnel 2019-2021, sur une même base de 150 suivis actifs. AGIR 45 suivis / Ateliers de la Brenne : 24 suivis / Jardins de l'Esperverance : 10 suivis / Mob d'Emploi : 14 suivis / Solidarité Accueil : 57 suivis.- Organisation de réunions annuelles d'échanges autour des prestations avec les référents-parcours et les CAS. 139 suivis étaient commandés au 10/10/2019.Au 10/10/2019 au titre de l'année 2019, les ACI ont refusé 15 orientations (problématiques de santé, de comportement ...).- En 2017, échanges avec la DIRECCTE et les structures autour du contrat de travail, de l'augmentation des volumes horaires et des conditions de rupture de ce dernier, ayant permis de préciser la commande publique 2019-2021 en particulier sur les variations de volumes horaires. • le co-financement de 70 CDDI : Les nouvelles modalités de mobilisation des Contrats aidés de l'État ont nécessité la détermination d'un quota de répartition entre les ACI en fonction des consommations de l'année 2014 qui a néanmoins pu évoluer en fonction des demandes. Au 16/10/2018, l'ensemble des CDDI cofinancés par le Département sont mobilisés au titre de la CAOM et se répartissent ainsi :<ul style="list-style-type: none">- AGIR : 17 CDDI- Ateliers de la Brenne : 11 CDDI- Jardins de l'Esperverance : 9 CDDI- Mob d'Emploi : 8 CDDI- Solidarité Accueil : 25 CDDI. <p>Mise en place des réunions techniques avec la Direccte sur le suivi des recrutements et le suivi financier des ETP notamment en 2019.</p> <ul style="list-style-type: none">• le co-financement de 13+2 contrats PEC collègues :<p>Des difficultés ont été rencontrées avec certains établissements sur les candidatures proposées (insuffisantes pour certains secteurs et trop peu qualifiées pour certains collègues). De plus, compte tenu des difficultés rencontrées lors des années précédentes, suite aux démissions ou congés maternité, 2 PEC sont réservés pour y pallier.</p>

	<p>Les établissements scolaires n'ayant plus la possibilité d'être employeurs des bénéficiaires RSA, le Département a signé le 06/09/2019 une convention avec l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignements Public de l'Indre (A.D.P.E.P.I.) afin de poursuivre la mise en œuvre des contrats aidés PEC au sein des collèges à hauteur de 7 contrats PEC.</p>
Perspectives 2020	<p>Inscrire l'action du Département au regard des engagements pris au titre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et de retour à l'emploi (Garantie d'activité/aides financières aux parcours d'insertion...).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre la nouvelle CAOM 2020. - Poursuivre la mise en œuvre et le suivi des prestations d'accompagnement des ACI pour le marché public 2019-2021, en s'assurant de la réalisation pleine et entière des cahiers des charges. - Poursuivre le repérage et l'évaluation des bénéficiaires du RSA non orientés déposant des candidatures spontanées auprès des ACI. - Poursuivre les échanges avec les ACI et la DIRECCTE concernant des thématiques du type contrat de travail ...
Partenariat	<p>État (CDIAE), SIAE du département, Coordination Départementale des Structures d'Insertion par l'Activité Économique (CDSIAE).</p>
Pilote	<p>D.P.D.S.- Service Environnement Insertion.</p>

AXE 4 : Activer les ressorts sociaux

OBJECTIF 4/1 : Mobiliser les dispositifs de soutien à l'insertion : accès au droit, aux services et aux réseaux de solidarité locaux :

(précédentes actions : n° 12 : modes de garde, n° 13 : mobilité, n° 16 et 17 : le FSL et l'accès au logement, n° 18 : la santé, n° 19 : le lien social et les réseaux de solidarité , n° 20, l'accès aux droits, n° 22 les dispositifs d'appui aux parcours, n° 23 : le FAJD.

Contexte	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre du Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, prévoit les mesures visant : <ul style="list-style-type: none"> - à faire évoluer et assouplir les contraintes afférentes à la reprise d'emploi en matière de garde d'enfants : hausse des prestations sociales (Allocation de Soutien Familial, complément familial) pour les familles monoparentales, renforcement de l'accès aux crèches pour les enfants des familles en difficulté, réservation de places en accueil collectif, développement de la solarisation des moins de 3 ans en éducation prioritaire, - à faciliter l'accès aux soins, avec la Couverture Maladie Universelle et l'Aide à la complémentaire santé (mise en œuvre en juillet 2015), - à sécuriser la situation des familles monoparentales, avec la garantie contre le risques d'impayés de pension alimentaire (mise en œuvre en avril 2016). • La Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et pour le retour à l'emploi, avec le conventionnement du Département intervenu en juin 2019 cf fiche Axe 1 objectif. • Le Fonds de Solidarité Logement (FSL) : <ul style="list-style-type: none"> - Il vise la mise en œuvre du droit fondamental au logement et couvre l'accès et le maintien au logement, et la lutte contre la précarité énergétique. • Le Fonds d'Aide aux jeunes en difficulté (FAJD) : <ul style="list-style-type: none"> - Il favorise l'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 18 à 25 ans, éprouvant des difficultés et, est rendu obligatoire pour l'ensemble des départements par la loi du 29 juillet 1992. • Le Fonds de secours Insertion : <ul style="list-style-type: none"> - En faveur des bénéficiaire du RSA , il vise à régler des problématiques matérielles faisant obstacle au cursus d'insertion. • Les réseaux locaux du soin prennent en charge des problématiques de santé dans le cadre du droit commun. • Les réseaux caritatifs et les réseaux de solidarité œuvrent pour la rupture de l'isolement et l'aide aux personnes en difficulté.
BILAN 2019	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet accès aux droits : <ul style="list-style-type: none"> - Rencontres avec les principales institutions ouvrant des droits (CPAM, CAF/MSA, MDPH, CARSAT, CMP..) ou permettant de faire valoir des droits (Banque de France, ADAVIM, CDAD, URSAFF, Energéticiens..),

- Participation aux instances d'attribution et de recours pour les publics relevant du RSA (DALO, CCAPEX, LHI, Commission de prévention des expulsions, MOUS Gens du Voyage,...).

- Communication sur les droits potentiels des bénéficiaires du RSA et leurs évolutions aux opérateurs de l'accompagnement (CMU / CMU-C, Garantie jeunes, / RSA,).

- **Sur le volet garde d'enfants**

- Poursuite de la diffusion des informations sur la garde des enfants.

- Veille sur la mise en œuvre des dispositifs favorisant la réservation de places en structure d'accueil petite enfance, aux familles bénéficiaires du RSA le nécessitant. Mobilisation du service social de la Caisse d'Allocations Familiales sur des situations individuelles.

- **Sur le volet santé :**

- Diffusion des informations sur les prises en charge des problématiques de santé dans le cadre du droit commun (bilan IRSA, réseau RESPIRE...) auprès des opérateurs de l'accompagnement.

2017 : échanges Département/IRSA, autour de la prise en charge de personnes n'ayant pas de médecin référent et rencontrant des problématiques de santé importantes.

2019 : réunion d'information "Insertion Handicap" à destination des référents-parcours, animée par la MDPH et CAP EMPLOI.

Accompagnement vers l'accès aux soins considéré dans la commande publique référent-parcours et actions d'insertion 2019-2021.

- **Sur le volet mobilité :**

- Communication sur les outils départementaux et sur l'évolution des aides existantes auprès des opérateurs de l'accompagnement.

2018 : organisation d'une réunion d'information collective sur l'école de conduite solidaire ouverte par Mob d'Emploi 36.

2019 : communication sur les aides et leurs évolutions dans le cadre du droit commun (Pôle Emploi, bourses au permis, micro-crédits...).

- **Sur le volet aides exceptionnelles à l'insertion**

- Mise en œuvre du Fonds de secours Insertion, qui vise à soutenir l'ensemble des parcours d'insertion, social et/ou professionnel.

Création des nouveaux outils et mise en œuvre de la procédure d'attribution.

Pour 2019, au 30/09/2019 : 10.150,85 € accordés pour 38 aides.

- **Sur le volet FSL et partenariat dans le cadre du logement**

2016 – 2017 :

- Modification du règlement intérieur du FSL suite aux évolutions du cadre législatif et réglementaire. Ainsi, le FSL s'ouvre aux interventions pour le maintien de l'accès à la connexion internet. En outre, mise en place d'une nouvelle transmission d'informations sur les impayés de loyer au FSL par la CAF et la MSA, sous certaines conditions.

- Intervention en partenariat sur la précarité énergétique (CAS et CCAS de Châteauroux).

- Mise à jour des informations sur les outils « solidarité » des opérateurs énergies (EDF et ENGIE).

	<p>2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des personnes éligibles au chèque énergie pour appropriation du dispositif. - Présentation du règlement intérieur du F.S.L. aux Circonscriptions. - Présentation du règlement intérieur du F.S.L. aux bailleurs sociaux. <p>2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réunion d'information collective de présentation des différents dispositifs logements aux travailleurs sociaux du Département. <ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet FAJD : <ul style="list-style-type: none"> - Activation du Fonds, présentation / rappel des conditions de mobilisation du dispositif du Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficultés auprès des opérateurs de l'accompagnement des publics « jeunes ». Invitation des opérateurs à la réunion d'information sur le Programme régional de formation à l'IFCA. • Volet soutien au secteur caritatif <ul style="list-style-type: none"> - Soutien au secteur caritatif dans le cadre de subventionnement ou de conventionnement (Restos du cœur, Secours Catholique, Banque alimentaire ...). - Communication sur leurs actions auprès des opérateurs de l'accompagnement. • Sur le volet « activités de socialisation et d'intérêt général » <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d' « équipes solidaires » permettant une participation des bénéficiaires du RSA à une activité d'utilité publique, au sein d'une collectivité, sur des activités solidaires, contractualisées et accompagnées, dans l'optique de retrouver une dynamique de mobilisation, de favoriser le contact humain, l'épanouissement et l'expression de ses compétences. <p>Au 15/10/2019, 7 conventions ont été signées avec les communes de Chabris, Pouligny-Saint-Pierre, Déols, Sainte-Sévère et Le Poinçonnet. 7 bénéficiaires du RSA ont participé à ce dispositif. Sur les 3 personnes ayant fini leur participation, 1 poursuit son parcours d'insertion en ACI.</p>
<p>Perspectives 2020</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet accès aux droits : <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les rencontres avec les institutions ouvrant des droits. - Participer aux instances d'attribution/recours pour les bénéficiaires du RSA. - Diffuser des informations sur les droits potentiels des bénéficiaires du RSA et leurs évolutions auprès des opérateurs. - Améliorer l'information des usagers sur le RSA : construction d'outils et diffusion (sites institutionnels, document papier...). - Améliorer l'information sur les solutions de logements et d'hébergements et sur les aides mobilisables. - Les publics les plus en difficultés étant les personnes âgées et isolées et les jeunes, favoriser la connaissance des structures qui travaillent sur le logement intergénérationnel. - Orienter les migrants vers les associations et les structures adaptées à leurs besoins, notamment en français.

	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet garde d'enfants Informer et participer à l'amélioration des solutions de garde d'enfants : <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la diffusion des informations sur la garde des enfants. - Veiller à la mise en œuvre des dispositifs de réservation de places en structure d'accueil petite enfance, aux familles bénéficiaires du RSA le nécessitant. • Sur le volet santé : Poursuivre la diffusion des informations sur les prises en charge des problématiques de santé dans le cadre du droit commun (bilan IRSA, réseau RESPIRE...). Progresser sur l'appui à la prise en charge des problématiques de santé pour les bénéficiaires du RSA n'ayant pas de médecin référent. • Sur le volet mobilité : <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la diffusion des informations sur la mobilité auprès des opérateurs de l'accompagnement. - Intégrer la problématique «déplacement» des publics en difficultés dans l'ensemble des réflexions et évolutions sur les modes de déplacement ou les plans de déplacement départementaux. - Revoir les partenaires sur de nouvelles propositions/rééquilibrage de dessertes et les conditions de leur mise en œuvre dans le département. • Sur le volet aides exceptionnelles à l'insertion <ul style="list-style-type: none"> - Evolution du Fonds de Secours à l'Insertion dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Pauvreté dans le département. • Sur le volet FSL <ul style="list-style-type: none"> - Intervention dans le cadre du P.D.A.L.H.P.D. des différents organismes pouvant intervenir dans le cadre du logement. - Création d'un barème des énergies en collaboration avec l'A.D.I.L. - Continuer à tenir une liste partagée des logements indécents ou insalubres afin d'éviter à des personnes d'y entrer. • Sur le volet FAJD <ul style="list-style-type: none"> - Veille sur l'application du Règlement Intérieur et poursuite d'une communication/information avec les partenaires de l'insertion des jeunes. - Evolution du Fonds d'Aide aux Jeunes en difficultés dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Pauvreté dans le département. • Sur le volet soutien au secteur caritatif <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le partenariat avec le secteur associatif, caritatif auprès de nouveaux opérateurs. - Améliorer le recueil et la diffusion d'informations sur les actions menées par l'ensemble des structures du secteur caritatif et du réseau d'aide auprès des opérateurs. • Sur le volet « activités de socialisation et d'intérêt général » <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le conventionnement "Équipes Solidaires" avec les communes et faire adhérer les bénéficiaires au dispositif.
--	---

Partenariat	<p>CPAM, CAF/MSA, MDPH, CARSAT, CMP, Banque de France, ADAVIM, CDAD, URSAFF, Energéticiens, PMI ... IRSA</p> <p>ADIL/ EDF/ ENGIE./ Bailleurs Sociaux /CCAS de Châteauroux/ C.A.S./ prestataire ASLL/ CADA / ADAIPHI</p> <p>Mission locales jeunes, service social universitaire</p> <p>Région Centre-Val de Loire et organismes de formation</p> <p>Secteur associatif, caritatif et solidaire</p> <p>Service social départemental, Référents-parcours</p> <p>Réseau de transports départementaux, Châteauroux Métropole.</p>
Indicateurs/Evaluation	<p>Nombre de rencontres avec les institutions ouvrant des droits.</p> <p>Nombre de parcours interrompus ou freinés par les problèmes de garde d'enfant ou de mobilité / nombre de parcours maintenus grâce à la mise en œuvre de dispositifs levant ces freins.</p> <p>Nombre d'aides mobilisées dans les dispositifs FSL et FAJD.</p> <p>Nombre/ montant de subventions versées aux associations.</p> <p>Nombre de bénéficiaires intégrés dans le dispositif équipes solidaires.</p>

AXE 4 : Activer les ressorts sociaux

OBJECTIF 4/2 : Mettre en œuvre les parcours d'insertion sociale : améliorer et renforcer l'offre «réfèrent-parcours sociaux» et «actions d'insertion» (précédente action n° 21)

<p>Contexte</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un cadre réglementaire détaillé : - Le dispositif réglementaire oriente des bénéficiaires du RSA rencontrant des difficultés (tenant notamment au logement ou à la santé) qui font obstacle à un engagement dans la recherche d'emploi, (CASF art L.262-29). vers des autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale. • Une articulation départementale adaptée au contexte : Au niveau du département, les référents-parcours sociaux mobilisables par les plates-formes d'orientation : <ul style="list-style-type: none"> • les Circonscriptions d'Action Sociale, • des prestataires extérieurs pour des publics ou problématiques spécifiques, conventionnés dans le cadre de la commande publique. De plus, afin de compléter l'outillage du secteur social dans le cadre de l'insertion : <ul style="list-style-type: none"> • des actions d'insertion sociales ou socioprofessionnelles mobilisables par les CAS et réalisées par des prestataires. • Une augmentation des problématiques sociales et de santé dans un contexte économique dégradé.
<p>BILAN 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> • l'offre référents-parcours sociaux <p>Suivi des prestations «réfèrents-parcours social» 2016-2018. Mise en œuvre de la commande publique 2019-2021, repérage des besoins et adaptation des prestations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le CMAS (pour 40 suivis) et le CCAS (pour 80 suivis) pour les publics isolés et sans enfants mineurs à charge ou dont les enfants ont plus de 16 ans. Au 10/10/2019 : 77 suivis en cours (64 %). - l'ANPAA (80 suivis) pour les publics présentant des problèmes d'addiction. Au 10/10/2019 : 37 suivis en cours (46 %). - l'OTDIF (60 suivis, en augmentation de 10 suivis par rapport à la commande 2016-2018) pour les publics présentant des troubles d'ordre psychique. Au 11/10/2018 : 49 suivis en cours (81 %). <p>Réunion d'échange autour des prestations avec les référents-parcours sociaux et les CAS.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offre actions d'insertion <p>Mise en œuvre de la commande publique 2019-2021 des Actions d'insertion, repérage des besoins et adaptation des prestations : soit 7 actions collectives et 219 mesures individuelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 7 modules réalisés au 10/10/2019 (100 %) : <ul style="list-style-type: none"> • 4 modules «compétences sociales» (OTDIF), • 2 modules «préparation des publics préalablement à l'emploi » (OTDIF), • 1 module «savoirs de base» (OTDIF), - 171 mesures réalisées au 10/10/2019 (78 %) :

	<ul style="list-style-type: none"> • 65 mesures «écoutant» (OTDIF), • 69 mesures «Evaluation des compétences» (INFREP), • 37 mesures «Savoirs de base» (ASSOFAC). <p>Réunion d'échange autour des prestations avec les référents-parcours et les CAS.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi des prestations <p>- Suivi des prestations par les comités de pilotage mensuels avec les prestataires, en présence du service social (coordinateurs locaux d'insertion).</p> <p>- Poursuite de la facilitation de la consultation par les CAS des tableaux de suivis des prestations par une mise à disposition, sur le serveur commun de la DPDS.</p> <p>- Démarrage de l'organisation du programme des actions d'insertion 2020, consultation en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivis CAS <p>- poursuite des échanges autour d'un nouveau Contrat Individuel d'Accompagnement, prenant en compte les spécificités de ce suivi en interne.</p>
Perspectives 2020	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre les prestations et en assurer le suivi. <p>- Faire une présentation des prestations d'insertion mobilisables à l'ensemble des CAS.</p> <p>- Veiller à une bonne appropriation par les CAS des prestations proposées.</p> <p>- Suivre l'ensemble des prestations avec, entre autres, les comités de pilotage et en actualisant les tableaux de suivis des prestations, outils partagés avec les CAS.</p> <p>- Organiser la programmation des actions d'insertion à réception du prévisionnel transmis par les CAS.</p> <p>- Poursuivre l'état des lieux de la participation des bénéficiaires aux actions d'insertion (taux de remplissage des mesures et modules, taux de présence des personnes inscrites en début et fin d'action, motifs de fin de participation...) puis échanger avec le service social sur des améliorations possibles.</p> <p>- Poursuite de l'analyse de l'évolution moyenne des parcours d'insertion sociale au vu de l'évolution des parcours, vers un référent-parcours socioprofessionnel ou professionnel, ou encore des sorties du dispositif.</p> <p>- Inscrire les procédures liées à ces prestations dans le travail de formalisation des procédures RSA entamé avec le service social.</p>
Partenariat	Référents-parcours, Service social départemental.
Indicateurs	<p>Nombre de bénéficiaires orientés vers un parcours d'insertion sociale.</p> <p>Taux de bénéficiaires évoluant vers un parcours d'insertion socio-professionnelle, professionnelle ou vers l'emploi.</p> <p>Taux de remplissage des prestations.</p> <p>Taux de suivis des actions d'insertion.</p>
Évaluation	<p>Taux de sortie d'un parcours d'insertion sociale vers un parcours professionnel ou socio-professionnel ou vers l'emploi.</p> <p>Impact de la participation aux actions d'insertion sur ces évolutions.</p> <p>Durée moyenne du parcours d'insertion sociale.</p>